

Les humanitaires à l'œuvre dans un Afghanistan pauvre, détruit, épuisé

A l'instar des autres organisations internationales, le CICR s'active pour répondre aux besoins de la population. Et entretient de nombreux contacts avec les talibans pour faire passer son message d'impartialité



[Image d'archive d'une clinique du CICR dans la ville de Mazar-i-Charif.](#)

Luis Lema

Publié vendredi 20 août 2021 à 21:32

Modifié vendredi 20 août 2021 à 21:54

Alors qu'un certain chaos continue de régner à Kaboul et que des centaines d'Afghans se pressent à l'aéroport pour tenter de fuir les talibans, les humanitaires se préparent à un long marathon. A l'instar du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les organisations s'emploient à faire face aux urgences immédiates, mais aussi à répondre aux besoins à l'échelle de tout l'Afghanistan, y compris dans les zones rurales difficiles d'accès.

Les priorités actuelles du CICR? Christine Cipolla, qui dirige les opérations de l'organisation pour l'Asie, n'a que l'embarras du choix, dans ce pays qui, en dépit des centaines de milliards de dollars déversés par les Américains, reste l'un des plus pauvres de la planète. Et il vient, en outre, de traverser une guerre éclair. Malgré la rapidité avec laquelle les talibans se sont emparés de la quasi-totalité du pays, en effet, des combats parfois très rudes se sont déroulés dans plusieurs parties de l'Afghanistan.

Milliers de blessés de guerre

«Deux semaines de combats ont eu lieu dans un certain nombre de centres urbains, comme à Kunduz, à Lashkar Gah, à Kandahar ou à Herat, détaille-t-elle. Or, ils ont eu un fort impact sur la population civile.» Ainsi, les dix premiers jours d'août, les hôpitaux dont le CICR assure en partie le fonctionnement ont traité plus de 4000 blessés de guerre, dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants.

Même si, dans leur stratégie de prise de pouvoir, les talibans avaient commencé par verrouiller les principaux postes-frontières, rendant impossible la fuite de la population, les Nations unies estiment à quelque 300 000 le nombre de déplacés internes dans le pays. Personne ne peut exclure la perspective d'un exode plus massif encore, qui rendrait la situation d'autant plus compliquée.

«De nombreuses infrastructures ont aussi été endommagées, poursuit Christine Cipolla. Parmi elles, des centres de santé, des installations électriques et de fourniture d'eau, qui sont des éléments essentiels pour faire fonctionner les hôpitaux.»

Trois articles récents

- [Homeira Qaderi: «Les Etats-Unis ont trahi les femmes afghanes»](#)
- [Chroniques de Kaboul: «Nous sommes dans une situation où nous devons être patients et endurants»](#)
- [En images: La première semaine de l'Afghanistan sous la coupe des talibans](#)

«Couches de vulnérabilité»

Comme les diverses agences de l'ONU à l'œuvre depuis longtemps en Afghanistan, le CICR n'entend pas quitter le pays, malgré le départ précipité d'une grande partie du personnel diplomatique occidental. Ces dernières semaines de conflit viennent s'ajouter ici à des décennies de guerre intermittente qui ont épuisé la population. S'y ajoutent maintenant une violente sécheresse ainsi que l'épidémie du Covid-19, largement passée au second plan. «La situation actuelle ajoute une couche de vulnérabilité supplémentaire», résume la cheffe des opérations.

Le CICR a déployé quelque 1800 employés dans une dizaine de provinces du pays, dont Kaboul, faisant de sa présence en Afghanistan l'une des plus importantes à l'échelle mondiale. Seule une minorité de ces employés sont des expatriés (une petite centaine). Or, c'est bien sur les employés locaux que se concentre avant tout l'attention des organisations internationales, qui craignent de possibles représailles exercées contre eux par les nouveaux maîtres du pays.

Nombreux contacts

«Nous avons établi de nombreux contacts avec les talibans, tant avec les commandants locaux dans les différentes provinces qu'avec la direction du mouvement, note Christine Cipolla. Le CICR est très respecté. Nous travaillons beaucoup à ce que notre mission soit bien comprise, et notre staff respecté, en faisant passer le message de la nécessaire neutralité et indépendance de nos actions.»

Dans un appel émis jeudi à Genève, les principales agences des Nations unies appelaient notamment les talibans à ce qu'ils donnent des garanties sur la liberté d'action des humanitaires, en soulignant que cela devait aussi s'appliquer au personnel féminin. Le CICR emploie également des femmes. Et Christine Cipolla ne fait aucune différence. «Nous mettons un point d'honneur à considérer tous nos collègues de la même manière, hommes ou femmes, internationaux ou locaux, urbains ou travaillant dans les zones rurales. C'est un principe qui ne se discute pas.»